



HAL
open science

Les Gilets jaunes, anti-écologistes ? Bilan des recherches en sciences sociales sur les rapports à l'environnement des Gilets jaunes

Alix Levain, Simon Persico, Magali Della Sudda, Chloé Alexandre, Christèle Dondeyne, Charif Elalaoui, Lucie Fortun, Nathan Gaborit, Yann Le Lann, Emmanuelle Reungoat

► To cite this version:

Alix Levain, Simon Persico, Magali Della Sudda, Chloé Alexandre, Christèle Dondeyne, et al.. Les Gilets jaunes, anti-écologistes ? Bilan des recherches en sciences sociales sur les rapports à l'environnement des Gilets jaunes. Fondation de l'écologie politique. 2023, pp.46-71. halshs-04289410

HAL Id: halshs-04289410

<https://shs.hal.science/halshs-04289410v1>

Submitted on 16 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License



LES GILETS JAUNES, ANTI- ÉCOLOGISTES ?

BILAN DES RECHERCHES
EN SCIENCES SOCIALES
SUR LES RAPPORTS
À L'ENVIRONNEMENT
DES GILETS JAUNES.

**PAR ALIX LEVAIN, SIMON PERSICO,
MAGALI DELLA SUDDA ET AL.**



Alix Levain (chargée de recherche en anthropologie, AMURE), Simon Persico (Professeur de Science politique, Sciences Po Grenoble, Université Grenoble-Alpes - PACTE), Magali Della Sudda (chargée de recherche en science politique – Centre Emile Durkheim), Chloé Alexandre (Doctorante en science politique, Sciences Po Grenoble, UGA), Christèle Dondeyne (Maîtresse de conférence en sociologie, Université de Bretagne Ouest-AMURE), Charif Elalaoui (Caen Univ.), Lucie Fortun (CNRS), Nathan Gaborit (Université catholique de Louvain-Saint-Louis Bruxelles) Yann Le Lann (Maître de conférence en sociologie, Université de Lille-CERIES.), Emmanuelle Reungoat (Maîtresse de conférence en science politique, Université de Montpellier Paul Valéry-CEPEL)

Le mouvement des Gilets jaunes est né en réaction à l'augmentation de la taxe sur les carburants proposée par le gouvernement d'Edouard Philippe à l'automne 2018. Il a de fait été présenté comme un mouvement anti-écologiste. Basée sur une enquête pluridisciplinaire menée depuis 2018, cette note vient contester ce discours conventionnel. Quels rapports à l'écologie chez les Gilets jaunes et plus largement dans les classes populaires ? a rebours des propos justifiant l'inaction écologique par une supposée opposition des classes populaires, les différents éléments proposés ici ouvrent des perspectives de politiques publiques écologiques et socialement justes.

Depuis plus de trois décennies, les climatologues préconisent presque unanimement la mise en œuvre rapide de politiques de rupture et de long terme en matière de changement climatique 2021, (Houghton et al. 1993; Intergovernmental Panel On Climate Change 2023). En 2023, les membres du Haut Conseil pour le Climat ont formulé des préconisations plus précises pour « acter l’urgence » et « engager les moyens » pour y parvenir (Haut Conseil pour le Climat et al. 2023). Ces politiques peuvent être mises en place de différentes manières et avec différents outils dont la légitimité et l’efficacité sont vivement discutées (Cashmore et Wejs 2014; Martin et Islar 2020). L’usage de la taxation pour accélérer la transition environnementale est souvent présenté comme un des outils principaux par de nombreux économistes (voir par exemple : Stiglitz et al., 2018) et environnementalistes mais elle fait face à une forte opposition du public (Carattini, Carvalho, et Fankhauser 2018; Mehleb, Kallis, et Zografos 2021). Si le Groupe d’experts Intergouvernemental sur l’Evolution du Climat (GIEC) a atteint un consensus sur la nécessité d’agir, il n’existe rien d’équivalent dans le champ politique sur la *manière* d’agir.

La séquence ouverte par les premières manifestations des Gilets jaunes en novembre 2018, fondée initialement sur le rejet de l’augmentation des taxes sur le carburant, constitue sans doute l’exemple le plus profond de l’élargissement du champ de la contestation. Quelles raisons amènent les personnes à s’opposer à certaines politiques publiques présentées comme écologistes ? Il peut être tentant de limiter ces réactions à du simple anti-écologisme. Nous remettons en cause ce postulat et défendons qu’une contestation ne peut être comprise sans tenir compte des intérêts avec lesquels la mesure entre en conflit, tels que la consommation privée, l’emploi, la croissance économique, d’une part, et les intérêts sociaux, d’autre part (Jamison 2010; Kuyper, Linnér, et Schroeder 2018). Dans un contexte d’augmentation des inégalités réelles et perçues (Chancel 2020), la taxation environnementale est également accusée de faire reposer la responsabilité d’une écologisation des comportements sur les classes moyennes et

populaires qui ne peuvent se permettre des modes de vie plus écologistes, financièrement parlant (Hsu 2022)

Le mouvement social des Gilets jaunes (GJ) offre un ainsi un aperçu unique des motifs de contestation de certaines des politiques publiques menées au nom du climat – celles qui ne s'appuient que sur des instruments fondés sur le marché et les prix (Stern 2011). Déclenché à la fin de l'année 2018 par une décision du gouvernement français d'augmenter le montant des taxes sur le carburant automobile, le mouvement a d'abord été décrit comme anti-écologiste et comme affilié aux mobilisations antérieures d'opposition aux taxes environnementales (les Bonnets rouges, par exemple). Ce genre de considérations a notamment été exprimé, au début du mouvement, par plusieurs ONG environnementales défendant l'augmentation des taxes sur les carburants (Mehleb et al., 2021). Le soutien stratégique aux GJ exprimé par plusieurs responsables climatosceptiques de droite, dont D. Trump aux États-Unis, J. Bolsonaro au Brésil et M. Le Pen en France (Driscoll 2023), a corroboré ce point de vue.

En s'appuyant sur différents types de données (cf. Annexe 1) sur les caractéristiques du mouvement des Gilets jaunes et leurs conceptions de l'écologie, nous montrons que leur rapport à l'écologie est plutôt représentatif de la population française générale, mais qu'elles et ils sont particulièrement concerné.es par une mise à distance de "l'écologie institutionnelle"(1). La coexistence d'un bloc écologiste et d'un bloc anti-écologiste n'est pas propre au mouvement. En effet, nous rappelons que les taxes carbone mobilisent des contestataires de droite, réticent.e.s à la taxation en général, mais aussi des activistes de gauche, sensibles aux questions de justice sociale et à la crise climatique (2). De plus, les interactions locales avec des mobilisations écologistes entraînent des variations spatiales et des changements dans le temps du rapport des Gilets jaunes à la question environnementale. Enfin, nous soulignons l'existence de différents rapports à l'écologie au sein de groupes sociaux dominés (3). La conclusion tire des enseignements sur les moteurs des contestations aux politiques climatiques et ouvre des perspectives de réflexion sur ce sujet.

1. DIVISÉS SUR L'ÉCOLOGIE ET ÉLOIGNÉS DE L'ÉCOLOGIE INSTITUTIONNELLE : PAS SI DIFFÉRENTS DE LA POPULATION DANS SON ENSEMBLE

1.1. UN RAPPORT À L'ÉCOLOGIE REPRÉSENTATIF DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Si les GJ sont moins aisés, moins urbains, moins jeunes et moins diplômés que l'ensemble de la population française, leur attitude à l'égard de l'environnement est en fait très similaire à celle de la population générale. Les préoccupations concernant la dégradation de l'environnement ne sont pas absentes des réponses aux questions ouvertes de la *Grande Enquête sur les Gilets jaunes* (GEGJ), mais les GJ répondantes n'accordent pas plus d'attention à l'environnement que l'ensemble de la population française. En effet, 8 % des 5 500 personnes interrogées ont choisi l'environnement et le réchauffement climatique comme étant la question la plus importante pour la France aujourd'hui. Cela en fait seulement la cinquième question la plus importante de l'échantillon, loin derrière les questions socio-économiques - 25 % des personnes interrogées ont choisi le pouvoir d'achat comme question la plus importante, 24 % les inégalités, 16 % la pauvreté et la précarité, et 9 % les impôts. Cette proportion est identique à celle de la population française selon le baromètre annuel 2018 de l'ADEME (Raffray, ADEME, et OpinionWay 2019, 7)(ADEME et al., 2019 : 7).

Sur la base des résultats de l'enquête BAROC, Dormagen, Michel et Reungoat (2021) donnent un aperçu supplémentaire des valeurs et de la *praxis* écologiques des GJ et explorent les spécificités des soutiens des GJ par rapport à un échantillon général en ce qui concerne les questions écologiques. Les répondant.e.s affirmant soutenir les GJ ne sont guère différent.e.s de l'échantillon général d'Occitanie dans leurs positions sur les questions écologiques. Ainsi, 88 % considèrent que le changement climatique est réel (90 % dans l'échantillon général), 75 % qu'il est principalement dû aux activités humaines (73 % dans l'échantillon global), et 74 % (contre 73 %) que la lutte contre le changement climatique devrait être une priorité politique. Aucune différence significative n'apparaît en ce qui concerne la dépendance aux énergies fossiles en fonction de leurs habitudes de mobilité et de leurs façons de se déplacer : les GJ ne conduisent pas et ne possèdent pas plus de voitures que les autres personnes répondantes (mais ils et

elles utilisent plus de véhicules diesel); ils et elles n'expriment pas de réticence particulière à l'égard des véhicules électriques, dont l'acquisition est encouragée par les pouvoirs publics locaux et nationaux. Plus généralement, ils et elles se conforment aux normes institutionnelles de comportement individuel écologiquement vertueux dans la même proportion que la moyenne - ce qui conduit Dormagen et al. à la conclusion que les GJ se révèlent « aussi engagés écologiquement (ou aussi peu) que le reste de la population ».

Dans une autre grande enquête quantitative portant sur les spécificités du rapport des GJ aux questions environnementales, les psycho-sociologues Girerd et al. (2020) concluent que les GJ soutiennent la protection de l'environnement légèrement plus qu'un groupe de contrôle non GJ. Ces résultats convergents plaident en faveur d'une remise en question du prétendu anti-écologisme des GJ et du fait que l'environnement ne serait pas une revendication prioritaire du mouvement.

1.2. UNE MÉFIANCE VIS-À-VIS DE L'ÉCOLOGIE INSTITUTIONNELLE

L'enquête *Jaune Vif* montre la distance des GJ à l'égard de l'écologie institutionnelle - c'est-à-dire les partis verts et les organisations. Cette distance a été massive au cours des premières semaines du mouvement et a eu tendance à diminuer par la suite. – et son évolution durant les six premiers mois de mobilisation. Alors que tout l'éventail des partis politiques français était représenté dans les réponses à une question sur les votes passés, le principal parti écologiste français, Europe Ecologie-Les Verts (EELV), n'a reçu qu'un faible soutien - un résultat confirmé par la *GEGJ*. Dans l'enquête *BAROC*, le tableau est plus nuancé. a la question de savoir s'ils voteraient un jour pour EELV, 60 % des GJ considèrent que c'est « possible » (59 % pour l'échantillon général d'Occitanie), ce qui est assez élevé par rapport aux autres partis politiques proposés. Cependant, la proportion de ceux qui le considèrent comme « impossible » est significativement plus élevée que dans l'échantillon général (35 % vs. 29 %).

L'enquête *Jaune Vif* fournit un autre indicateur de cette distance à l'écologie politique institutionnelle : très peu de personnes interrogées ont mentionné une affiliation passée ou présente à un parti écologiste, et seulement 3,8 % d'entre elles ont déclaré être ou avoir été membre d'une ONG écologiste au sens large du terme. Parmi les personnalités publiques dont les personnes répondantes ont déclaré se sentir proches, une seule a pu être

étiquetée pour son engagement environnemental : Nicolas Hulot, qui avait démissionné de son poste de Ministre de l'Environnement quelques semaines auparavant pour protester contre le manque d'engagement environnemental du gouvernement d'E. Philippe et du Président E. Macron.

Cette distance par rapport à l'écologie institutionnelle est cohérente avec la distance des GJ à la politique de manière plus générale et ne doit pas être considérée comme une opposition à l'écologisme en tant que tel. Les réponses à la question ouverte de l'enquête *Jaune Vif* sur l'augmentation des taxes sur les carburants révèlent en effet que l'opposition aux politiques environnementales n'était pas le premier motif de mobilisation des GJ. Un nombre non négligeable de personnes répondantes ont même exprimé leur attachement aux valeurs environnementales. Gaborit et Grémion (2020), sur la base de 927 réponses à des questions ouvertes, montrent que seules 2,8 % des personnes répondantes ont spontanément exprimé une opposition à l'écologie en général ou à la mesure spécifique visée par le mouvement en tant que telle. Comme le notent les auteurs, ce résultat doit être considéré avec prudence : la plus grande partie de l'échantillon a été collectée pendant une période de fortes critiques publiques concernant la légitimité et la clarté des revendications des GJ (nov. 2018-janv. 2019). Nombreuses et nombreux sont les GJ qui ont perçu ces critiques comme cinglantes et injustes et auraient pu réagir en se conformant à la réponse souhaitable (pour une analyse plus large de ce biais dans le contexte de l'écologisation des politiques publiques (Malier 2019). On peut ainsi envisager que les répondantes et répondants mettent moins en crise l'écologie que la manière dont elle est représentée dans l'espace public par les organisations politiques ou les politiques publiques.

Il est d'ailleurs révélateur que peu de réponses (3 %) aient mentionné une opposition à l'écologie comme motif de protestation. L'opposition à la taxation des carburants est plutôt justifiée au regard de la défiance à l'égard du gouvernement, accusé d'utiliser la fiscalité écologique comme un stratagème pour servir d'autres intérêts et objectifs. Les incertitudes liées au remplacement des moteurs à combustion par de nouvelles technologies de mobilité (notamment la voiture électrique) sont un autre argument fréquemment avancé. Les auteurs notent aussi que 20 % des personnes interrogées lient leur position à l'injustice de la mesure, qui pèse sur des personnes déjà appauvries, alors que les « grands pollueurs » ne sont pas touchés. L'enquête approfondie menée par Fortun et al. (2022) permet ainsi de montrer une variété de

formulation de l'inquiétude environnementale des Gilets jaunes, allant d'un registre écologiste radical à un scepticisme plus marqué – mais minoritaire.

Ces résultats rejoignent ceux obtenus par Mehleb et al. (2021) qui analysent, à partir d'une enquête à méthode mixte, les déclarations des GJ sur la taxe carbone en 2019. Ces déclarations ne s'articulent pas autour d'un seul récit, mais autour de quatre profils discursifs : critique du capitalisme ; État engagé pour la justice sociale et l'écologie ; pouvoir d'achat ; responsabilité des entreprises et inégalités.

1.3. LES POLARISATIONS INTERNES AU MOUVEMENT SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans l'enquête *BAROC*, les questions environnementales sont l'un des sujets qui divisent le plus les protagonistes du mouvement (tout comme, par exemple, le contrôle de l'immigration, la peine de mort ou les droits civils et sociaux des étrangers). Cette polarisation apparaît dans l'analyse par grappes avec l'existence de ce que Dormagen et al. (2021) appellent un « bloc écologique cohérent » au sein du mouvement GJ. Ce bloc écologique est associé à un ensemble de variables prédictives telles que le vote pour Jean-Luc Mélenchon, le fait d'être jeune, de s'identifier à la classe moyenne et d'être diplômé. Ce bloc regroupe, dans l'enquête, 12,5 % des sympathisants des GJ. Ce résultat est cohérent avec ceux obtenus à la même période parmi les participant.e.s aux Marches pour le Climat, qui ont été interrogé.e.s sur leur degré de soutien au mouvement des GJ (voir Lann et al. 2021). à l'autre extrémité du spectre, l'équipe de l'enquête *BAROC* identifie un « bloc anti-écologique » qui rejette massivement le vote EELV ou la transition énergétique - mais qui reste traversé par des clivages générationnels en ce qui concerne les comportements écologiques individuels (comme la consommation d'aliments biologiques). Le mouvement a ainsi attiré à la fois les individus les plus pro-écologie et les plus sceptiques à l'égard du changement climatique.

D'autres enquêtes de grande envergure permettent de se concentrer sur la part des GJ qui exprime de fortes inquiétudes au sujet de l'environnement. Dans la *GEGJ*, l'âge et le niveau d'éducation viennent éclairer le profil sociopolitique des 8 % de l'échantillon ayant déclaré que l'environnement était le problème le plus grand auquel la France est confrontée. 15 % des titulaires d'une licence ou d'un master déclarent que l'environnement est le problème le plus important, contre 8 % des titulaires d'un diplôme d'études

secondaires et environ 3 % des personnes ayant le niveau d'éducation le plus bas. De même, alors que 15 % des 18-24 ans choisissent l'environnement, ce n'est le cas que de 5 % des 65 ans et plus. Une plus grande préoccupation pour l'environnement est également marquée chez les personnes qui se déclarent très intéressées par la politique (11 %, contre 4 % pour celles qui ne le sont pas du tout), celles qui ont une expérience antérieure de mouvements sociaux (11 %) et celles qui s'identifient comme étant de gauche (11 %) et d'extrême gauche (17 %). La distribution d'autres indicateurs de préoccupation environnementale, tels que « être prêt à réduire son niveau de vie pour protéger l'environnement » ou avoir participé à une Marche pour le climat, est également structurée selon les mêmes caractéristiques sociopolitiques.

En résumé, les enquêtes à grande échelle fournissent des preuves solides d'une forte diversité d'attitudes écologiques parmi les GJ. Cette diversité n'est pas propre aux GJ, mais ils ont tendance à être plus polarisés que la moyenne de la population française. Les plus préoccupé.e.s par les questions environnementales sont les plus jeunes, les plus diplômé.e.s, les plus politisé.e.s et les plus à gauche, c'est-à-dire ceux et celles qui ressemblent aux citoyens et citoyennes les plus pro-environnementaux parmi la population française générale (Gougou et Persico 2019) ou à l'électorat actuel des partis verts (Grant et Tilley 2019). Dès lors, comment expliquer cette hétérogénéité des attitudes des GJ face à l'écologie? Une partie de la réponse est à trouver dans le mélange des oppositions possibles à un outil de politiques publiques comme la taxe carbone.

2. CONTESTATION DE LA FISCALITÉ VS. JUSTICE ENVIRONNEMENTALE : L'AFFRONTEMENT ENTRE DEUX APPROCHES

Si l'opposition à la taxe carbone, qui n'est pas nouvelle en France, peut trouver sa justification dans différents registres argumentatifs, elle a réuni une diversité de GJ qui ont pu politiser à leur façon les questions environnementales, avec des différences notables selon les territoires de mobilisation.

2.1. HISTOIRE DES CONFLITS AUTOUR DE LA TAXATION CARBONE EN FRANCE

La taxation carbone est souvent décrite comme un instrument politique aligné sur la philosophie économique libérale dominante.

Les critiques sur cet outil s'appuient sur au moins trois types d'arguments. Le premier porte sur la remise en question de l'existence du changement climatique et de la nécessité de le combattre mais reste minoritaire. D'autres se basent sur des préoccupations de justice sociale et accusent la taxation carbone de faire peser la charge la plus lourde sur les ménages à faible revenus, qui consacrent proportionnellement une part plus importante de leurs revenus aux dépenses liées aux énergies fossiles, comme le chauffage et l'essence (Douenne 2020). Enfin, la taxation du carbone se heurte également à la résistance générale à l'impôt. L'histoire proche offre des exemples de ces résistances permettant, par effet de comparaison, de mieux situer les GJ.

Le mouvement des *Bonnets Rouges*, parfois présenté comme un précédent des Gilets jaunes (à ce sujet voir par exemple Spire 2019; Blavier 2021), incarne cette résistance à l'impôt de la part de groupes sociaux qui considèrent que le niveau des taxes est trop élevé en France. Ce mouvement né en Bretagne (2012-2013) s'opposait à la mise en place d'une écotaxe pour les poids lourds et à l'installation de portiques routiers – des mesures issues du Grenelle de l'Environnement – et avait obtenu gain de cause. Bonnets Rouges et GJ partagent une opposition à une modalité particulière de la taxation carbone et des répertoires d'action similaires impliquant l'occupation, le blocage et le démantèlement d'infrastructures routières. Cependant, les deux mouvements présentent également de fortes différences.

Tout d'abord, l'orientation conservatrice et anti-écologiste des Bonnets Rouges (Le Coadic 2014) était plus claire que celle des GJ, en raison du rôle prééminent joué par les figures politiques locales défendant l'appareil industriel agro-alimentaire, les dirigeants syndicaux et les entrepreneurs dans le mouvement (Aubert 2019). Cela a donné lieu à des contre-manifestations, menées par des syndicats de travailleurs et des organisations de gauche et/ou écologistes (Rabier 2015) alors qu'aucun contre-mouvement de ce type ne s'est opposé aux GJ. Le principal moteur de la mobilisation des GJ provient plutôt des préoccupations liées au pouvoir d'achat et aux conditions de vie que de l'anti-écologisme. Une enquête récente auprès de la population française (n=3002) montre par exemple que les personnes interrogées qui sympathisent avec le mouvement des GJ le justifient par des croyances pessimistes largement partagées concernant l'effet de la taxe carbone sur leur pouvoir d'achat (Douenne et Fabre 2019).

Pour résumer, l'opposition à l'augmentation de la taxation carbone provient généralement de deux blocs différents : les libéraux ou inspirés de valeurs associées à la droite, qui accusent le poids excessif de la taxation, et les personnes soucieuses de justice sociale et climatique, qui s'opposent à cette politique en raison de son manque d'équité. L'accent mis sur la taxation des carburants comme seul instrument de la politique climatique est donc également critiqué par les militants de la justice climatique au sein du mouvement climatique (Della Porta et Parks 2014). Il est de ce fait intéressant de se pencher sur les façons dont les GJ se sont saisi.e.s des enjeux et des discours sur la justice environnementale.

2.2. LA POLITISATION PROGRESSIVE DES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES AU SEIN DU MOUVEMENT DES GJ

La présence dans le mouvement de militants écologistes découle de l'engagement initial de certains des protagonistes des GJ dans des mouvements écologistes. Cela peut être illustré par la position sociale et la trajectoire ultérieure de P. Ludosky (voir le récit de Ludosky elle-même : (Ludosky 2019); et aussi : (Sénac 2021, 10-sq)) ainsi que par certains leaders locaux, en particulier sur l'île de La Réunion (Lucas en cours). La trajectoire de Priscillia Ludosky, l'une des figures marquantes et incontestées du mouvement, offre une illustration intéressante de la prégnance des préoccupations liées aux inégalités sociales et à l'environnement. Comme le rappellent de nombreux auteurs, l'un des appels fondateurs du mouvement des Gilets jaunes a été la pétition rédigée par cette entrepreneuse indépendante en produits biologiques sur la plateforme Change.org en mai 2018. Sa pétition a recueilli plus d'un million de signatures au cours du printemps, de l'été et de l'automne 2018. Tout en reconnaissant qu'il est souhaitable de lutter contre la pollution, la pétition conteste l'instrument de la taxation et affirme que les citoyen.ne.s ne devraient pas « payer le prix » de la pollution. La diffusion de l'argumentation de Ludosky parmi les GJ au début du mouvement est patente dans les réponses à l'enquête Jaune Vif (Grémion et Gaborit 2020; Gaborit, Grémion, et Della Sudda 2022; Dondeyne et Levain 2021). Diverses études montrent ainsi que le mouvement a connu une politisation croissante des préoccupations environnementales *in itinere*.

En analysant l'intensité et la circulation des *posts* Facebook au sein des groupes GJ, Cointet et al. (2021) identifient quatre phases : la préparation du mouvement, avant le 17 nov. 2018; l'intensification, jusqu'au début du Grand Débat en janvier 2019;

l'installation jusqu'à l'été 2019; et enfin l'essoufflement. Dans sa première phase (préparation et déclenchement de novembre 2018), le mouvement n'est pas principalement axé sur la protection de l'environnement. Le sujet gagne en saillance dans la phase d'intensification, notamment en réponse aux disqualifications du mouvement le qualifiant d'anti-écologiste (Baber 2019). Selon des enquêtes en ligne et des observations ethnographiques convergentes (Chiron 2021; Doulin-Dimopoulos, Koerner, et Siffert 2021; Gaillard 2021; Dondeyne et Levain 2021), le premier semestre 2019 (phase d'installation) a vu le mouvement se déplacer vers la gauche, relocaliser ses actions de groupe et embrasser sporadiquement l'écologisme dans les luttes locales (Blavier & Walker, 2022).

Cette évolution a également été renforcée par la simultanéité de la mobilisation des GJ et des Marches pour le Climat de 2018 à 2020, tant à l'échelle nationale que locale. Les interactions ont été fréquentes, ont pris des formes variées et ont contribué à façonner le mouvement des GJ (Le Lann et al. 2021). Ces interactions ont d'ailleurs eu tendance à s'intensifier en 2019, comme l'ont d'ailleurs observé Ravelli et al. (Ravelli et al. 2020) et Van Outryve d'Yvedalle (2019) dans une analyse des Assemblées des Assemblées, principales procédures de gouvernance interne du mouvement (délibération horizontale et démocratie directe). Les habitudes de gouvernance participative poussées par l'activisme de gauche ont entraîné la marginalisation des dirigeants d'extrême droite et la diffusion de récits de gauche sur la façon dont la crise environnementale et les inégalités sociales étaient liées. Ces récits ont été résumés dans la formule frappante « Fin du monde, fin du mois : même combat ! ».

Des études ethnographiques sur plusieurs sites ont décrit l'influence mutuelle, la fertilisation croisée et la coordination de manifestants écologistes et GJ au local. Des expériences communes de pollution, de mauvaise gestion des ressources et/ou d'accaparement par les élites, ainsi qu'un ancrage local partagé ont favorisé la convergence de ces mouvements. Dans le département du Finistère, l'évolution du rapport du mouvement à l'environnementalisme dans les premiers mois de 2019 est ainsi clairement façonnée par les configurations politiques et écologiques locales (Dondeyne et Levain 2021).

La littérature offre des exemples intéressants de ce virage à gauche et vers un écologisme plus radical. Dans le Finistère, les GJ locaux ont décidé d'exclure certains de leurs membres, plus proches

des Bonnets Rouges, de « l'Assemblée des assemblées » organisée à Brest. Dans le même temps, 400 GJ ont rejoint des habitant.e.s et des militant.e.s écologistes tels que des membres de Youth for Climate (Jeunes pour le Climat) pour protester contre un projet de centrale à gaz piloté par l'entreprise énergétique française Total et les autorités publiques. Les GJ ont également renforcé la mobilisation contre de tels projets dans plusieurs centres régionaux, par exemple en Normandie (Elalaoui et Rubert 2023; Elalaoui 2021). D'autres groupes de GJ du Finistère sont descendus sur les plages et ont soutenu les nouvelles formes de protestations environnementales qui se déroulent sur les côtes pour lutter contre la concentration des exploitations agricoles et la dégradation de la qualité de l'eau. Dans la même période, 200 GJ sont venus soutenir un jeune agriculteur biologique menacé de perdre son exploitation familiale par manque de solvabilité, au profit d'un riche exploitant conventionnel bien connu. Certains de ces GJ, qui étaient de proches voisins, se sont impliqués dans diverses actions pendant plus d'un an pour sauver la ferme en collectant des fonds, en faisant appel au soutien du public et des médias et en défendant l'affaire devant les tribunaux et les autorités. Ils ont finalement obtenu gain de cause. Dans d'autres situations, la volonté d'unir les forces et d'utiliser de nouveaux répertoires a échoué - par exemple, lorsque des GJ locaux ont tenté d'établir une « ZAD » (zone à défendre) sur la plage. Bien qu'ils partagent un attachement à leur environnement et l'expérience de sa dégradation, les trajectoires et les répertoires d'action des militants écologistes étaient, dans certains cas, trop différents de ceux des GJ pour qu'ils puissent s'y rallier. à la Réunion, qui connut les premières mobilisations de Gilets jaunes, l'articulation très forte entre la préoccupation pour l'environnement et les inégalités socio-économiques se donne à voir par des pratiques d'occupation de la terre spécifique en contexte colonial (Lucas en cours).

Quoi qu'il en soit, ces scènes locales simultanées illustrent la manière dont la prise en compte des questions environnementales par les GJ est liée à leur attachement à la justice sociale. Elles mettent aussi en lumière les conditions dans lesquelles les préoccupations environnementales se sont développées au sein de certaines parties du mouvement des GJ. D'une certaine manière, les GJ ne cherchaient pas l'environnement, mais ils l'ont trouvé localement au cours de leur mobilisation. Ils ont alors contribué de manière inattendue à amplifier et à conforter les protestations environnementales. Les approches soulignant la nécessité d'établir

un lien entre la justice sociale et la justice environnementale ont joué un rôle important dans ce processus.

Une approche de l'écologie se concentrant sur les expériences et les pratiques quotidiennes plutôt que sur le soutien déclaré à la protection de l'environnement semble dès lors plus pertinente pour appréhender le rapport des GJ à l'écologie.

3. ÉLARGIR LE CHAMP DE L'ÉCOLOGISME

3.1. ÉCOLOGISME DES PAUVRES, ÉCOLOGISME DE LA CLASSE OUVRIÈRE OU ÉCOLOGIE POLITIQUE DU PREMIER MONDE ?

La thèse de « l'écologisme des pauvres » a été largement débattue dans le sillage des travaux fondamentaux de Joan Martínez-Alier et Ramachandra Guha (Guha 2006; Guha et Martínez-Alier 1997; Martínez-Alier 2002). Ces auteurs soutiennent que des formes spécifiques d'écologisme sont enracinées dans l'expérience des citoyen.ne.s pauvres en matière de conflits sociaux, de distribution inégale des ressources (en particulier des hydrocarbures) et d'exposition à la dégradation de l'environnement, ce qui les conduit souvent à rejeter les normes et les discours environnementaux considérés comme des avatars du colonialisme. Au-delà de la déconstruction de l'écologisme en tant que prérogative des Occidentaux aisés, ces auteurs étudient également la manière dont l'engagement en faveur de la conservation de la nature est motivé par la nécessité pour les groupes sociaux dominés.

Cependant, les catégories définies par Martínez-Alier et Guha ne sont pas facilement transférables du « Sud » aux contextes occidentaux, où les pratiques de consommation, le lien avec la nature et la terre, ainsi que la structuration sociale et politique des conflits de classe diffèrent largement (Flipo 2021). Les tentatives d'adaptation des concepts liés à l'écologisme des pauvres dans le monde occidental ont suivi jusqu'à présent deux voies principales.

La première est ancrée dans les études marxistes des mouvements sociaux, la sociologie du travail et des organisations, et s'appuie sur le concept « d'écologies de la classe ouvrière » (Keil 1994; Barca 2012; Bell et Bevan 2021). L'accent est généralement mis sur les luttes et les mobilisations sociales sur les lieux de travail industriels pour l'amélioration de la qualité de vie et de l'environnement. Les études soulignent les obstacles sociologiques et

politiques à l'émergence d'un réel discours contre-hégémonique audible et articulé (Keil, 1994). Comme le note Barca (2012), un tel agenda nécessiterait une « écologie politique du travail » autour d'un lien entre le travail, la santé et l'espace, afin d'éviter les oppositions entre « emplois » et « environnement » (voir aussi Blaikie, 1999).

La deuxième piste de recherche, connue sous le nom d'écologie politique du premier monde (*First World Ecology*), se concentre sur les conditions spécifiques du développement des approches d'écologie politique dans les pays post-industrialisés (Robbins 2002; Schroeder 2005). L'ethnographie de Mc Carthy sur le *Wise Use Movement* aux États-Unis (2002) a joué un rôle déterminant dans ce débat. Elle a généré un programme de recherche pour l'étude des mouvements sociaux populaires conservateurs ruraux se mobilisant contre la réglementation de l'accès aux ressources naturelles par l'État. L'objectif était de réfléchir aux orientations normatives des chercheurs et de mieux rendre compte des expériences écologiques quotidiennes et de la *praxis* des protagonistes dans l'Ouest rural. Cette approche est développée par Arlie Hochschild en Louisiane pour comprendre le faible soutien des populations, notamment des classes populaires blanches et afro-américaines, directement affectées par la pollution pétrochimique et particulièrement exposées aux risques climatiques (Hochschild 2016).

Peu d'universitaires ont explicitement soutenu cette perspective dans les contextes européen et français. Cependant, des recherches récentes soulignent que les classes sociales vivent la transition énergétique de manière très inégale (Comby et Malier 2021). Elles montrent par exemple comment les appels à la décarbonation vont de pair avec une moralisation des pratiques de consommation, dirigée en particulier vers les personnes en situation de « pauvreté énergétique » et de précarité (Cacciari 2017; Middlemiss et al. 2018). Ces personnes cibles se démarquent des représentations citoyennes idéalisées construites par les promoteurs de la « démocratie énergétique » (Szulecki 2017; Sovacool 2021; Malier 2021). Les scientifiques étudient également les attitudes des mouvements sociaux populaires dans les périphéries spatiales et sociales des pays post-industriels à travers le prisme de leur forte dépendance aux énergies fossiles. Ce faisant, ils soulignent que la compréhension des mouvements sociaux contemporains résistant aux politiques climatiques repose sur une approche holistique et pragmatique reliant la subsistance matérielle, la justification et la quête d'autonomie.

3.2. LES ÉCOLOGIES POPULAIRES EXAMINÉES SOUS LE PRISME DE LA PRAXIS DES GJ

Étant donné la surreprésentation de la classe ouvrière et/ou des pauvres dans le mouvement des GJ, les concepts développés pour traiter de l'écologisme des pauvres semblent pertinents pour donner un sens à leurs attitudes environnementales – tout en distinguant bien ces attitudes de leurs pratiques quotidiennes concrètes.

En effet, de nombreux discours et commentaires spontanés des personnes interrogées dans le cadre de *Jaune Vif* soulèvent des sujets et des expressions inattendus qui peuvent être liés aux risques, à l'expertise et aux préoccupations environnementales, ou à ce que nous pourrions appeler l'anxiété ou l'inquiétude environnementale. Par exemple, 9 % des personnes interrogées ont déclaré que leur participation était un acte de solidarité avec les personnes luttant pour survivre ou avec les « générations futures » - une catégorie de discours ancrée dans la rhétorique et le plaidoyer en faveur de l'environnement. De plus, les observations de *Jaune Vif* suggèrent que de nombreux GJ ont des pratiques qui sont *de facto* écologiquement vertueuses, telles que la priorité donnée aux produits locaux, la réduction de la consommation d'énergie ou la mise en commun d'équipements et de ressources matérielles. Ces pratiques peuvent être considérées comme relevant de l'écologisme des classes populaires, sans être nécessairement motivées par des valeurs environnementales explicites. Interrogés sur leurs pratiques de protestation, 48 % des répondants ont par exemple déclaré boycotter les hypermarchés et seulement un cinquième d'entre eux (21 %) ont déclaré qu'ils ne souhaitaient pas le faire. De même, 55 % des personnes interrogées ont déclaré mettre en pratique une consommation alternative et seulement 17 % n'envisageaient pas de le faire. Les verbatims permettent de mieux comprendre ces pratiques. Les répondant.e.s déclarant pratiquer une forme de consommation engagée font le plus souvent référence à l'autoproduction d'aliments (22,8 %), comme la culture de ses propres légumes, suivie de la préférence pour les petits magasins (20,5 %) et de la consommation de produits locaux (8,6 %). En revanche, l'achat de produits biologiques est assez rarement mentionné (4 %) et nombreux sont ceux qui font état d'un manque de moyens pour accéder à ce type de produits (7,3 %).

Soutenir que les questions écologiques sont politisées par le biais de la consommation ne serait pas une mince affaire, car la question n'est généralement pas posée en ces termes. Cependant, ces premiers indicateurs corroborent le fait que les groupes populaires développent des réponses spécifiques aux problèmes environnementaux. Confrontés à une dépossession sur ces questions (Comby 2015) et se sentant éloignés du label dominant « d'éco-citoyen », ces groupes réinterprètent le sens de l'écologie et le ré-ancrent dans leurs pratiques quotidiennes et locales.

Il s'agit notamment, dans le cas des GJ, de construire des espaces locaux inclusifs, de réinventer la convivialité et les lieux d'habitation (Clément 2020), de prendre en compte, parfois, les capacités des formes de vie autres qu'humaines, ou encore d'utiliser les ressources avec parcimonie. Le mouvement des GJ a apporté un regard neuf sur des espaces traditionnellement peu touchés par les mouvements sociaux et sur des territoires désertés par les services publics et la recherche en sciences sociales. Près d'un échangeur routier, sur un rond-point ou dans un *retail park* excentré, uniquement accessibles en voiture, des « non-lieux » (Augé, 2015) sont en quelque sorte réhabilités comme lieux d'habitation et de citoyenneté, et comme ressources matérielles précieuses. Des pratiques que l'on pourrait qualifier de discrètes, comme construire des cabanes, se réchauffer autour d'un feu de camp (Doulin-Dimopoulos, Koerner, et Siffert 2021), et surtout partager la nourriture révèlent des solidarités et des interdépendances concrètes.

Les recherches qualitatives sur le mouvement associatif publiées à ce jour se concentrent spécifiquement sur l'économie morale du soin, du respect, de l'utilité pour la communauté (Gaillard 2021; Hazard 2020), de la convivialité (Bernard de Raymond et Bordieuc 2020). D'autres s'intéressent davantage aux cultures écologiques des classes populaires, ancrées dans l'expérience de la marginalité (Faburel et al. 2021; Gwiazdzinski et Floris 2019) et de la satisfaction autonome de ses propres besoins essentiels (Elalaoui 2023). Toutes les études explorant ces aspects tendent à relier les conditions de vie précaires au désir de préserver son environnement, y compris par l'attention portée à diverses formes de vie (Gaillard 2021). Par exemple, les cabanes (ou abris) des GJ sont des structures matérielles résilientes, conçues pour se protéger à la fois des intempéries et des destructions intentionnelles, et pour être facilement reconstruites - tout en subvertissant les fonctions des ronds-points (Doulin-Dimopoulos, Koerner, et Siffert 2021; Faburel et al. 2021; Bonin et Liochon 2021). P. Chiron (2021) insiste sur la possession de jardins potagers pour favoriser la solidarité

des groupes de jeunes dans le Sud-Ouest de la France. Ces jardins agissent comme une forme de substitut de rond-point. Les GJ les apprécient beaucoup et les ont présentés lors d'événements de coordination régionaux et nationaux comme une expérience inspirante. Comme l'écrit l'auteur, « la commensalité devient le support de l'engagement » ancré dans des activités de production alimentaire partagées. Cet engagement transforme activement les pratiques de consommation et s'inscrit dans une économie morale partagée, où la préservation attentive de l'environnement local prime sur des questions environnementales plus abstraites. Ces recherches confortent la conception du mouvement des GJ comme un moment de réinterprétation de la signification de l'écologie, tant d'un point de vue descriptif qu'analytique. Souvent éloignés des récits dominants sur « l'écocitoyenneté », les GJ ont été - et sont encore dans certains endroits - des protagonistes actifs des luttes environnementales locales ou nationales - comme lors des manifestations contre les « Méga-bassines » à Sainte Soline en novembre 2022 et mars 2023-, ont initié d'autres façons de vivre dans des environnements endommagés, dans une quête fragile mais concrète d'une économie morale du soin qui fait écho, dans de nombreuses circonstances, à l'éthique environnementale contemporaine.

CONCLUSION

Ces résultats offrent deux pistes prometteuses pour ouvrir les perspectives sur les écologies populaires. Premièrement, ils peuvent amener à repenser le lien entre certains des principaux conflits structurels des systèmes politiques d'Europe occidentale. Les GJ montrent que le clivage de classe, considéré comme en déclin depuis le début des années 1990 (Franklin 1992; Elff 2007), peut prendre de nouvelles formes et est désormais tout sauf indépendant d'autres clivages liés à l'environnement (Persico 2014) ou à la nature démocratique des régimes politiques ouest-européennes (Bedock et al. 2022). De même que les préoccupations relatives aux inégalités économiques sont devenues centrales au sein du mouvement climatique (Alexandre et al. 2021; voir également Lann et al. 2021), la prégnance de la crise écologique et le caractère redistributif des politiques environnementales ont joué un rôle important dans la mobilisation des personnes défavorisées dans le mouvement social des GJ. Les questions de « fin de mois » se distinguent de moins en moins de celles de « fin du monde ».

De plus, l'écologie qui s'est exprimé au cours du mouvement peut nous aider à réfléchir à la manière dont les politiques climatiques peuvent devenir plus efficaces, plus justes et plus souhaitables. D'une certaine manière, les GJ et leurs suites directes - le Grand Débat et l'assemblée citoyenne de la « Convention citoyenne pour le Climat » - ont transformé la nature du débat sur le climat en France. Cette séquence a élargi le soutien à des politiques centrées sur la sobriété, par opposition à des solutions technocratiques et technologiques maximisant la croissance. Ramener le débat sur les questions de sobriété, de convivialité et d'organisation communautaire pourrait non seulement conduire à reconsidérer le mode de vie des citoyennes et citoyens les plus modestes - au-delà du fait qu'il est plus durable que celui des riches, aussi attentifs au respect de l'environnement qu'ils puissent être (Pottier, 2020). Cela pourrait également ramener les scientifiques et les décideurs politiques à certains des idéaux fondateurs du mouvement écologiste : comment rendre la sobriété et la simplicité désirables ? Comment briser le cercle vicieux de la consommation ostentatoire ? Comment penser ensemble les politiques fiscales, sociales et environnementales ? Les GJ ont apporté des premiers éléments de réponse à ces questions, sans même les poser.

LE COLLECTIF :

Cette note est issue d'une recherche menée dans le cadre de l'axe « Gilets jaunes et problèmes environnementaux : écologies, répertoires d'action, configurations des mobilisations » (coordination scientifique : Alix Levain) du projet de recherche Approches pluridisciplinaires du mouvement des Gilets jaunes, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR, coordination scientifique : Magali Della Sudda). L'atelier organisé par Magali Della Sudda et Fabrice Flipo « Gilets jaunes : vers un environnementalisme des pauvres ? » qui s'est tenu à Paris en 2020 a permis d'initier un programme de recherche collectif sur ce sujet.

Annexe 1. Enquêtes quantitatives sur le mouvement des GJ

PROGRAMME	LIEU ET PÉRIODE DE L'ENQUÊTE	MÉTHODE
<i>Jaune Vif</i> (PI: Magali Della Sudda, Tinette Schnatterer et Camille Bedock, Centre Emile Durkheim, voir Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019)	Principales zones urbaines françaises, petites villes et villages; novembre 2018 - avril 2019	Enquête en face à face basée sur un questionnaire de 33 questions, menée auprès de 1 477 participants à des blocages ou à des manifestations au cours des 21 «vagues» des GJ.
<i>BAROC Baromètre Opinion Occitanie</i> (PI: équipe de recherche de l'Université de Montpellier, Cepel, voir Dormagen et al. 2021)	région Occitanie; printemps 2019	Enquête en face à face auprès de 2 000 personnes (représentatives et échantillonnées de manière aléatoire à partir des listes électorales de la région), sur la base d'un questionnaire de 85 questions. Les GJ actifs ont été identifiés sur la base de questions portant sur la participation des répondants à des occupations de ronds-points, à des blocages et/ou à des opérations de «péage gratuit», ou à des manifestations.
<i>Grande enquête sur les Gilets jaunes</i> (GEGJ, équipe de recherche au Pacte – Sciences Po Grenoble, Guerra et al. 2021)	France; Décembre 2018 – Avril 2019 (première vague); Septembre 2019 – Novembre 2019 (deuxième vague)	Enquête <i>ad hoc</i> auto-administrée en ligne, basée sur un questionnaire de 52 questions, auprès de 5 500 personnes recrutées via Facebook, c'est-à-dire le réseau par lequel la plupart des manifestations ont été organisées.

Annexe 2. Études qualitatives ou à méthodes mixtes portant principalement sur les attitudes environnementales des Gilets jaunes (2018-2022)

AUTEURS	LIEU ET DATE	MÉTHODOLOGIE
Mehleb, Kallis, Zografos (2021)	2019, France	Analyse quantitative de textes et 33 entretiens qualitatifs
Gaborit, Grémion, Della Sudda (2022)	2018-2020, Oise, Isère, Gironde	Questionnaires, observations, entretiens
Martin and Islar (2021)	Non spécifié, France	Analyses de discours et d'images
Driscoll (2021)	2019, France	Entretiens approfondis avec 31 Gilets jaunes, complétés principalement par une analyse des textes initiaux
Faburel et al. (2021)	Non spécifié, Rhône	Entretiens en Auvergne Rhône-Alpes (nombre non spécifié)
Dondeyne et Levain (2021)	2018-2020, Finistère	Observations, entretiens (nombre non spécifié), et analyse qualitative de textes dans le Finistère
Chiron (2021)	2019, Gironde	Observation participante
Vollaire (2021)	2019, banlieue de Paris, réunions des Assemblées des assemblées	Observation participante dans les Assemblées des GJ

BIBLIOGRAPHIE

- Alexandre, Chloé, Florent Gougou, Erwan Lecoœur, et Simon Persico. 2021. « Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat (Pacte) ». Rapport d'expertise collective. Grenoble: Sciences Po Grenoble ; Pacte - Université Grenoble Alpes. <https://shs.hal.science/halshs-03342838>.
- Aubert, Gauthier. 2019. *Les Bonnets rouges ne sont pas des Gilets jaunes : archéologie des fureurs populaires en Bretagne*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Baber, Zaheer. 2019. « Climate Change and the Yellow Vest Movement ». *Economic and Political Weekly* 54 (34): 1215.
- Barca, S. 2012. « On working-class environmentalism: an historical and transnational overview ». *Interface: a journal for and about social movements* 4 (janvier): 6180.
- Bedock, Camille, Stéphanie Abrial, Chloé Alexandre, Frédéric Gonthier, et Tristan Guerra. 2022. « Control or Participate? The Yellow Vests' Democratic Aspirations through Mixed Methods Analysis ». *French Politics* 34 (20): 479503. <https://doi.org/10.1057/s41253-022-00185-x>.
- Bell, Karen, et Gnisha Bevan. 2021. « The Failure of Lifestyle Environmentalism and the Promise of the Green New Deal for Working-Class People ». *Journal of Working-Class Studies* 6 (1): 521. <https://doi.org/10.13001/jwocs.v6i1.6465>.
- Bernard de Raymond, Antoine, et Sylvain Bordieç. 2020. « La forme politique des ronds-points Les gilets jaunes saisis par leurs lieux de rassemblement ». *Condition humaine/conditions politiques* 1 (1): en ligne.
- Blavier, Pierre. 2021. *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*. Paris: PUF.
- Bonin, Loïc, et Pauline Liochon. 2021. « Le rond-point comme espace des luttes : prendre place et faire face à la répression ». *Espaces et sociétés* 183 (2): 11530. <https://doi.org/10.3917/esp.183.0115>.
- Cacciari, Joseph. 2017. « Les guichets de la misère énergétique. Le traitement social des impayés d'énergie des ménages comme mode de production, de tri et de moralisation des "consommateurs" à l'ère de la transition énergétique ». *Sociétés contemporaines* 105 (1): 5378. <https://doi.org/10.3917/soco.105.0053>.
- Carattini, Stefano, Maria Carvalho, et Sam Fankhauser. 2018. « Overcoming Public Resistance to Carbon Taxes ». *WIREs Climate Change* 9 (5): e531. <https://doi.org/10.1002/wcc.531>.
- Cashmore, Matthew, et Anja Wejs. 2014. « Constructing legitimacy for climate change planning: a study of local government in Denmark ». *Global Environmental Change* 24 (janvier): 20312. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2013.09.019>.
- Chancel, Lucas. 2020. *Unsustainable Inequalities: Social Justice and the Environment*. Cambridge, MA: Belknap Press.
- Chiron, Pierre. 2021. « Des ronds-points et manifestations au potager : un exemple d'écologisme populaire chez les Gilets jaunes? » *Écologie & politique* 62 (1): 97110.
- Clément, Karine. 2020. « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens ». *Condition humaine/conditions politiques*, n° 1 (novembre): en ligne.
- Cointet, Jean-Philippe, Pedro Ramaciotti Morales, Dominique Cardon, Caterina Froio, Andreï Mogoutov, Benjamin Ooghe Tabanou, et Guillaume Plique. 2021. « De

- quelle(s) couleur(s) sont les Gilets jaunes ? Plonger des posts Facebook dans un espace idéologique latent ». *Statistique et Société* 9 (12): 79107.
- Comby, Jean-Baptiste. 2015. « À propos de la dépossession écologique des classes populaires ». *Savoir/Agir* 33 (3): 2330. <https://doi.org/10.3917/sava.033.0023>.
- Comby, Jean-Baptiste, et Hadrien Malier. 2021. « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses ». *Sociétés contemporaines* 124 (4): 3766. <https://doi.org/10.3917/soco.124.0037>.
- Della Porta, Donatella, et Louisa Parks. 2014. « Framing Processes in the Climate Movement: From Climate Change to Climate Justice ». In .
- Dondeyne, Christèle, et Alix Levain. 2021. « La place est-elle prise ? » *Ecologie politique* 1 (62): 6782.
- Dormagen, Jean-Yves, Laura Michel, et Emmanuelle Reungoat. 2021. « Quand le vert divise le jaune ». *Ecologie politique* 1 (62): 2547.
- Douenne, Thomas. 2020. « The Vertical and Horizontal Distributive Effects of Energy Taxes: a Case Study of a French Policy ». *The Energy Journal* 41 (3). <https://doi.org/10.5547/01956574.41.3.tdou>.
- Douenne, Thomas, et Adrien Fabre. 2019. « Yellow Vests, Carbon Tax Aversion and Biased Beliefs ». *Paris School of Economics*, 60.
- Doulin-Dimopoulos, Barbara, Elsa Koerner, et Isabelle Siffert. 2021. « Le baraquement comme espace de résistance du mouvement des gilets jaunes ». <http://revues.mshparisnord.fr/chcp> 1 (2): en ligne.
- Driscoll, Daniel. 2023. « Populism and Carbon Tax Justice: The Yellow Vest Movement in France ». *Social Problems* 70 (1): 14363. <https://doi.org/10.1093/socpro/spab036>.
- Elalaoui, Charif. 2021. « À Caen, une configuration localisée du mouvement des Gilets jaunes ». In *IV ISA Forum of Sociology - Challenges of the 21st Century: Democracy, Environment, Inequalities, Intersectionality*. Porto Alegre, Brazil: ISA (International Sociological Association). <https://hal.science/hal-03431586>.
- . 2023. « Trajectoires de vie et espaces de représentations en jaune au sein du mouvement des Gilets jaunes dans l'aire urbaine caennaise ». These en préparation, Caen: Université de Normandie. <https://www.theses.fr/s208137>.
- Elalaoui, Charif, et Aldo Rubert. 2023. « “\,Nous à la campagne, l'écologie on la connaît\,” : appropriations et résistances aux injonctions environnementales chez des Gilets jaunes normand\time ses ». In *écologie et classes sociales – stratégies de reproduction, modes de domination et conditions écologiques d'existence*. Paris, France: Jean-Baptiste COMBY, Séverine MISSET, Franck POUPEAU, Nicolas RENAHY, Gaëlle RONSIN et Johanna SIMÉANT-GERMANOS. <https://hal.science/hal-04114892>.
- Elff, Martin. 2007. « Social Structure and Electoral Behavior in Comparative Perspective: The Decline of Social Cleavages in Western Europe Revisited ». *Perspectives on Politics* 5 (2): 27794. <https://doi.org/10.1017/S1537592707070788>.
- Faburel, Guillaume, Maële Giard, Mathilde Girault, et Ewa Chuecos. 2021. « L'imaginaire écologique des Gilets jaunes ». *Ecologie politique* N° 62 (1): 12742.
- Farbiaz, Patrick. 2019. *Les gilets jaunes: documents et textes*. Vulaines-sur-Seine, France: Éditions du Croquant.

- Flipo, Fabrice. 2021. « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? » *Ecologie & politique : Science cultures sociétés* 1 (62).
- Fortun, Lucie, Nathan Gaborit, Clara Lucas, Magali Della Sudda, et Alix Levain. 2022. « Inquiétude environnementale et praxis écologique populaire : les différents rapports à l'écologie au sein des Gilets jaunes ». In . <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03684507>.
- Franklin, Mark. 1992. « The decline of cleavage politics ». In *Electoral change: responses to evolving social and attitudinal structures in western countries*, par Mark N. Franklin, Thomas Taylor Mackie, et Henry Valen, 383405. Cambridge, New York: Cambridge University Press.
- Gaborit, Maxime, Théo Grémion, et Magali Della Sudda. 2022. « La démocratie écologique : une pensée indisciplinée ». In *Précarités jaunes : vers une relocalisation de la démocratie écologique ?*, édité par Jean-Michel Fourniau, Loïc Blondiaux, Dominique Bourg, et Anne-Marie Cohendet, 293310. Colloque de Cerisy. Paris: Hermann. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03669569>.
- Gaillard, Édith. 2021. « Les femmes Gilets jaunes : un écologisme des pauvres ? » *Ecologie politique* 62 (1): 8396.
- Girerd, Lola, Frédérique Anne Ray, Daniel Priolo, Olivier Codou, et Virginie Bonnot. 2020. « “Free” Not to Engage: Neoliberal Ideology and Collective Action. The Case of the Yellow Vest Movement ». *International Review of Social Psychology* 33 (1): 7. <https://doi.org/10.5334/irsp.363>.
- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2019. « Protéger l'environnement ou défendre la croissance ? » In *La France des valeurs*, 35055. Libres cours Politique. FONTAINE: Presses universitaires de Grenoble. <https://doi.org/10.3917/pug.brech.2019.01.0350>.
- Grant, Zack P., et James Tilley. 2019. « Fertile soil: explaining variation in the success of Green parties ». *West European Politics* 42 (3): 495516. <https://doi.org/10.1080/01402382.2018.1521673>.
- Grémion, Théo, et Maxime Gaborit. 2020. « Jaunes et verts ». *La Vie des idées*, décembre. <http://www.laviedesidees.fr/Jaunes-et-verts.html>.
- Guha, Ramachandra. 2006. *How much should a person consume?: environmentalism in India and the United States*. Berkeley, Calif., Etats-Unis d'Amérique.
- Guha, Ramachandra, et Juan Martinez-Alier. 1997. *Varieties of environmentalism: essays north and south*. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Earthscan.
- Gwiazdzinski, Luc, et Bernard Floris. 2019. *Sur la vague jaune. L'utopie d'un rond-point*. Seyssinet-Pariset: Elya éditions.
- Haut Conseil pour le Climat, Clémence Le Quéré, Michel Colombier, Alain Grandjean, Marie Guillou, Céline Guyvarch, Sophie Dubuisson-Quellier, et al. 2023. « Acter l'urgence, engager les moyens ». Rapport annuel. Paris: Haut Conseil pour le Climat. https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2023/06/HCC_RA_2023-web-optie.pdf.
- Hazard, Benoit. 2020. « Lorsque les “sans-parts” se rallient au “pouvoir vivre”. Ethnographie des associations des gilets jaunes sur les ronds-points de l'Oise ». *Condition humaine/conditions politiques* 1 (novembre). <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=237>.

Hochschild, Arlie Russell. 2016. *Strangers in their own land: anger and mourning on the American right*. New York: The New Press.

Houghton, John Theodore, G. J. Jenkins, J. J. Ephraums, Intergovernmental Panel on Climate Change, Intergovernmental Panel on Climate Change Working Group I, Intergovernmental Negotiating Committee for a Framework Convention on Climate Change Working Group I, WMO, et UNEP. 1993. *Climate change :: the IPCC Scientific Assessment /: edited by J.T. Houghton, G.J. Jenkins and J.J. Ephraums*. Cambridge University Press. <https://digitalibrary.un.org/record/218515>.

Hsu, Shi-Ling. 2022. « Carbon Taxes and Economic Inequality ». *Harvard Law & Policy Review* 15 (avril): 55171.

Intergovernmental Panel On Climate Change. 2023. *Climate Change 2021 – The Physical Science Basis: Working Group I Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Édité par Valérie Masson-Delmotte et Zhai Panmao. 1^{re} éd. 6th. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009157896>.

Jamison, Andrew. 2010. « Climate Change Knowledge and Social Movement Theory ». *WIREs Climate Change* 1 (6): 81123. <https://doi.org/10.1002/wcc.88>.

Keil, Roger. 1994. « Green Work Alliances: The Political Economy of Social Ecology ». *Studies in Political Economy* 44 (1): 738. <https://doi.org/10.1080/19187033.1994.11675380>.

Kuyper, Jonathan W., Björn-Ola Linnér, et Heike Schroeder. 2018. « Non-State Actors in Hybrid Global Climate Governance: Justice, Legitimacy, and Effectiveness in a Post-Paris Era ». *WIREs Climate Change* 9 (1): e497. <https://doi.org/10.1002/wcc.497>.

Lann, Yann Le, Giuseppe Cugnata, Nathan Gaborit, et Maxime Gaborit. 2021. « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? » *Ecologie politique* N° 62 (1): 4966.

Le Coadic, Ronan. 2014. « Brittany's New "Bonnets Rouges" and Their Critics ». *Proceedings of the Harvard Celtic Colloquium* 34: 13665.

Lucas, Clara. en cours. « Le mouvement des Gilets jaunes en Gironde et à La Réunion : une approche par les sentiments moraux ». Thèse de doctorat en science politique, Bordeaux: Institut d'études politiques de Bordeaux.

Ludosky, Priscillia. 2019. *En France, donner son avis peut coûter cher*. Books on Demand.

Malier, Hadrien. 2019. « Greening the Poor: The Trap of Moralization ». *The British Journal of Sociology* 70 (5): 166180. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12672>.

———. 2021. « No (Sociological) Excuses for Not Going Green: How Do Environmental Activists Make Sense of Social Inequalities and Relate to the Working Class? » *European Journal of Social Theory* 24 (3): 41130. <https://doi.org/10.1177/1368431021996611>.

Martin, Mathilde, et Mine Islar. 2020. « The 'End of the World' vs. the 'End of the Month': Understanding Social Resistance to Sustainability Transition Agendas, a Lesson from the Yellow Vests in France ». *Sustainability Science*, novembre. <https://doi.org/10.1007/s11625-020-00877-9>.

Martinez-Alier, Juan. 2002. *The environmentalism of the poor: a study of ecological conflicts and valuation*. Cheltenham-Northampton (Mass.): E. Elgar.

McCarthy, James. 2002. « First World Political Ecology: Lessons from the Wise Use Movement ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 34 (7): 12811302. <https://doi.org/10.1068/a3526>.

Mehleb, Rimel I., Giorgos Kallis, et Christos Zografos. 2021. « A Discourse Analysis of Yellow-Vest Resistance against Carbon Taxes ». *Environmental Innovation and Societal Transitions* 40 (septembre): 38294. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2021.08.005>.

Middlemiss, Lucie, Ross Gillard, Victoria Pellicer, et Koen Straver. 2018. « Plugging the Gap Between Energy Policy and the Lived Experience of Energy Poverty: Five Principles for a Multidisciplinary Approach ». In *Advancing Energy Policy: Lessons on the Integration of Social Sciences and Humanities*, édité par Chris Foulds et Rosie Robison, 1529. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-99097-2_2.

Outryve, Sixtine van. 2019. « Gilets jaunes ADA 4. La question des municipales - altermidi ». *Altermidi.org* (blog). 16 novembre 2019. <https://altermidi.org/2019/11/16/gilets-jaunes-assemblee-des-assemblees-4-la-question-des-municipales/>.

Persico, Simon. 2014. « Un clivage, des enjeux : une étude comparée de la réaction des grands partis de gouvernement face à l'écologie ». Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques. <https://www.theses.fr/2014IEPP0036>.

Rabier, Marion. 2015. « Sous le bonnet, la classe : retour sur le mouvement des Bonnets rouges ». *Agone* 56 (1): 15372. <https://doi.org/10.3917/agone.056.0153>.

Raffray, Claire, ADEME, et OpinionWay. 2019. « Baromètre Les français et l'environnement-Enquête annuelle 2019 - vague 6 ». Enquête annuelle vague 6. Expertises. Angers: Agence de la transition écologique. <https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-actualites/rapport-barometre-environnement-air-energie-vague6-2019.pdf>.

Ravelli, Quentin, Zakaria Bendali, Loïc Bonin, Maxime Gaborit, Théo Grémion, Mila Ivanovic, Pauline Liochon, et Naomi Toth. 2020. « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points ». *Mouvements* 1 (101): 1324.

Robbins, Paul. 2002. « Obstacles to a First World Political Ecology? Looking near without Looking Up ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 34 (8): 150913. <https://doi.org/10.1068/a34217>.

Schroeder, Richard A. 2005. « Debating the Place of Political Ecology in the First World ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 37 (6): 104548. <https://doi.org/10.1068/a38135>.

Sénac, Réjane. 2021. *Radicales et fluides: les mobilisations contemporaines*. Paris, France: les Presses de SciencesPo.

Sovacool, Benjamin. 2021. « Who Are the Victims of Low-Carbon Transitions? Towards a Political Ecology of Climate Change Mitigation », mars. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101916>].

Spire, Alexis. 2019. « Reformuler la question sociale ». In *Le fond de l'air est jaune: comprendre une révolte inédite*, édité par Joseph Confavreux, 9197. Paris: Éditions du Seuil.

Sterner, Thomas. 2011. « Engagements volontaires et croissance verte dans l'ère d'après Copenhague. Voluntary Pledges and Green Growth in the Post-Copenhagen Climate ». *Revue d'économie du développement* 19 (4): 11551. <https://doi.org/10.3917/edd.254.0115>.

Szulecki, Kacper. 2017. « Conceptualizing energy democracy ». *Environmental Politics* 27 (octobre): 2141. <https://doi.org/10.1080/09644016.2017.1387294>.